

En cette cinquième année de NPS

Yves Vaillancourt

Volume 5, numéro 2, automne 1992

Relations interethniques et pratiques sociales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301170ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301170ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vaillancourt, Y. (1992). En cette cinquième année de NPS. *Nouvelles pratiques sociales*, 5(2), 1–7. <https://doi.org/10.7202/301170ar>



En cette cinquième année de NPS

Yves VAILLANCOURT
Université du Québec à Montréal

Avec la publication de ce numéro, le neuvième, *Nouvelles pratiques sociales* (NPS) entre dans sa cinquième année d'existence. Il ne s'agit pas là d'un exploit, mais d'une occasion parmi d'autres pour prendre la mesure de nos acquis, de nos limites et de nos défis pour les années à venir.

UN NOMBRE D'ABONNEMENTS ENCOURAGEANT

Le premier indicateur de la percée réalisée par NPS au cours des cinq dernières années renvoie au nombre d'abonnements et à la composition de notre lectorat. Depuis l'automne 1988 jusqu'à aujourd'hui, nous avons réussi à nous maintenir, numéro après numéro, à un plateau de 1 000 abonnements en règle. À lui seul, ce chiffre est très encourageant. Il fait la preuve que notre produit intéresse de larges franges du public cible que nous visions au départ. Il nous permet de compter sur des assises financières saines, puisque dans le cas d'une revue comme la nôtre, les revenus d'abonnements et de ventes représentent de façon constante autour de 75 % du budget de la revue, tandis que le soutien des partenaires universitaires impliqués dans le projet représente l'autre 25 % du budget.

L'examen de la ventilation de nos abonnements permet de tracer quelque peu le contour du public cible de NPS. À partir d'une liste de 1 000 abonnés produite par notre éditeur, les Presses de l'Université du Québec (PUQ), à la fin de novembre 1992, nous pouvons faire les constats suivants.

D'une manière générale, suivant les catégories retenues par les PUQ, nos abonnements peuvent être décomposés de la façon suivante : 44 % d'abonnements d'étudiants et étudiantes dans le champ social dans les universités principalement et dans les cégeps secondairement ; 30 % d'abonnements individuels se rapportant majoritairement à des intervenants sociaux, mais aussi à des professeurs, à des chercheurs, à des fonctionnaires, à des gestionnaires, etc. ; 14 % d'abonnements institutionnels provenant principalement d'établissements du réseau parapublic de la santé et des services sociaux et parmi lesquels nous comptons entre autres 85 CLSC, la quasi-totalité des CPEJ et des régies régionales, ainsi que quelques centres hospitaliers, quelques centres de réadaptation et quelques départements de santé communautaire ; 6 % d'organismes non gouvernementaux de type communautaire, syndical, professionnel, bénévole ou religieux ; 5 % de bibliothèques universitaires et collégiales ; 1 % d'abonnements de ministères gouvernementaux.

En tenant compte d'un critère de ventilation d'ordre territorial, nous faisons d'autres constats : au départ, 95 % de nos abonnements sont au Québec, tandis que 5 % sont hors Québec ou hors Canada. Parmi les 95 % d'abonnements québécois, 56,8 % se situent dans les régions de Montréal, de Laval, de la Montérégie et de Laurentides-Lanaudière ; 8,9 % se situent dans la région de Québec, 8,6 % dans l'Outaouais, 7,3 % au Saguenay-Lac-Saint-Jean, 5,4 % en Abitibi-Témiscamingue, 3,6 % dans l'Estrie, 2,7 % dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, 1,8 % en Mauricie et 0,8 % sur la Côte-Nord.

Si nous tenons compte du sexe de nos abonnés en mettant de côté les abonnements asexués, du moins en apparence, soit les abonnements institutionnels, nous constatons que nos abonnés sont des femmes dans 70,6 % des cas et des hommes dans 29,4 % des cas, ce qui n'est pas une donnée anodine dans une publication qui confère aux rapports de sexes une place centrale dans sa problématique.

Ces quelques chiffres ne révèlent pas tout sur le profil de nos abonnés. Ils permettent néanmoins de saisir que la majorité des abonnés et abonnées de NPS appartiennent au champ du social et se retrouvent dans des activités d'intervention, de formation, de recherche, de gestion. Ces données montrent aussi que nos objectifs de départ – métisser la qualité universitaire et la pertinence sociale – ont trouvé des résonances significatives dans les milieux d'intervention, de formation, de recherche et d'administration sociale. À cet égard, la présence d'une forte composante étudiante dans notre lectorat peut être interprétée comme un atout précieux, dans la mesure où nous comprenons que les étudiantes et les étudiants en intervention sociale constituent des traits d'union naturels entre les lieux de formation universitaire et les lieux de pratiques sociales dans la société d'aujourd'hui et de demain, d'où la place

conférée à ces acteurs du social dans notre Comité de rédaction et dans nos pages.

La réussite de NPS sur le plan de la diffusion et du nombre d'abonnements s'explique par quatre facteurs. Premièrement, depuis ses débuts, NPS est une revue universitaire qui a été planifiée, produite, gérée et mise en marché par une équipe qui, en plus de plonger des racines dans une grande diversité de milieux, était dynamique et imaginative sur le plan de la promotion, c'est-à-dire du développement d'un lectorat large et fidèle. Deuxièmement, les populations ciblées par NPS ont reconnu dans les neuf numéros publiés jusqu'à maintenant des produits de qualité et pertinents qui les rejoignaient. Troisièmement, s'il en est ainsi, c'est parce que cette revue a été pensée et réalisée par une équipe enthousiasme et capable, dans le domaine des pratiques sociales, de favoriser une jonction inédite entre l'apport des régions, celui des milieux d'intervention et celui des milieux universitaires de formation et de recherche. Quatrièmement, NPS s'est identifiée depuis ses origines à un créneau qui permet d'infléchir le choix des thèmes de dossier, des collaborateurs, des membres du comité de rédaction, etc., et ce créneau a trait au renouvellement des pratiques sociales.

L'ENRACINEMENT RÉGIONAL, UN ATOUT QUE NPS DOIT CONSOLIDER ET METTRE ENCORE PLUS AUDACIEUSEMENT À CONTRIBUTION

L'une des clés du succès de NPS, sur le plan à la fois de sa qualité scientifique, de sa pertinence sociale et de sa réussite sur le marché des abonnements, renvoie précisément à son identité multirégionale. En effet, depuis le début, la participation active de quatre constituantes du réseau de l'Université du Québec (UQ) à la conception, à la fabrication et à la diffusion de NPS a permis de miser sur un enracinement dans une diversité de régions du Québec, tout en favorisant une synergie interrégionale. Dans un champ de recherche, de formation et d'action comme celui des pratiques sociales, cet enracinement multirégional nous permet de miser sur des contributions plus riches et diversifiées que si nous étions enracinés dans une seule région.

Depuis la naissance de NPS, quatre constituantes de l'UQ – et avec elles, quatre régions – ont été associées étroitement à l'aventure de NPS. Ces constituantes sont l'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'Université du Québec à Hull (UQAH), l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). Pour une revue dont l'objet d'étude se rapporte aux pratiques sociales, le fait d'avoir des assises significatives dans des régions précises, en particulier dans des régions autres que

celles du Grand Montréal, représente un atout extrêmement important. Les statistiques sur la répartition des abonnements selon les régions rapportées ci-dessus sont révélateurs au sujet de notre enracinement régional : nos abonnés sont plus nombreux dans les régions où nous avons depuis le début des collaborateurs associés formellement et activement à la direction et à la confection de la revue ; à l'inverse, ils sont moins nombreux dans les régions non représentées au Comité de rédaction.

Mais il faut réfléchir plus en profondeur sur l'enracinement régional que nous avons eu la chance de privilégier en jouant offensivement la carte précieuse de l'appartenance de plusieurs d'entre nous au réseau de l'UQ. La participation active de régions et d'universités régionales à la production d'une revue comme NPS, c'est plus qu'un moyen de développer le nombre des abonnements dans ces régions, même si cet aspect est important. La dynamique interrégionale dans une revue qui s'intéresse au renouvellement des pratiques sociales, c'est surtout un atout pour produire une meilleure revue sur le plan de la qualité scientifique dans le champ social. Autrement dit, c'est un choix prometteur sur le plan épistémologique. Dans le domaine social, les revues – ainsi que les recherches, les planifications et les réflexions – produites par des ressources monorégionales, même lorsque la région en question est la métropole d'une province ou d'un pays, sont des productions intellectuelles qui demeurent fragiles sur le plan de la théorie de la connaissance qui les soutient, parce qu'elles misent trop exclusivement sur les expériences, les connaissances et les intuitions de ressources qui appartiennent trop souvent à une seule ville, même si cette ville est grande et s'appelle Paris, Boston, Mexico, Ottawa, ou Montréal.

À l'heure actuelle, dans les débats concernant les revues universitaires au Québec et au Canada, dans le domaine des sciences sociales, on se retrouve très souvent – je pense ici à l'évolution étroitement élitiste, ces années-ci, d'organismes subventionnaires de revues savantes comme le FCAR à Québec et le CRSH à Ottawa – devant le penchant à adopter des critères de subvention qui, mine de rien, encouragent artificiellement les revues universitaires à développer des collaborations internationales « tape-à-l'œil » et à négliger les collaborations interrégionales à l'intérieur du Québec. Ce courant à la mode amène même un certain nombre de *gate keepers* à qualifier de « locales » – et à exclure de l'accès aux subventions – des revues comme la nôtre qui misent sur les régions, ou encore qui soignent leurs liens avec les milieux d'action sociale. Mais pour nous à NPS, il n'est pas question de suivre la mode des échanges internationaux de telle sorte que cela reléguerait au second plan la dynamique interrégionale qui s'est révélée une combinaison gagnante dans notre expérience jusqu'à présent et doit le rester dans les années à venir.

À cet égard, il est intéressant, en parcourant le présent numéro, de retracer dans certains articles l'apport original au développement des connaissances que la sensibilité régionale de certains de nos auteurs et de nos auteures a rendu possible. Je fais référence en particulier à l'article de Martine Duperré qui nous présente un bilan du partenariat public-communautaire, à partir d'une recherche portant sur une pratique de ce type de partenariat dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, soit la production d'un plan régional d'organisation des services (PROS) en santé mentale. Je fais référence aux commentaires de Jean-Pierre Deslauriers sur les éventuels effets négatifs dans les régions périphériques du Québec de la nouvelle politique de subvention des équipes de recherche du Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS), en prophétisant que ces équipes risquent d'être encouragées seulement dans les grands centres urbains comme Montréal. Je fais référence à l'analyse critique de Louis Favreau concernant un document récent du Conseil des affaires sociales ; aux yeux de Favreau, dans ce document riche à plusieurs égards, il y a une lacune attribuable au fait que les auteurs oublient les régions intermédiaires, en opposant de façon trop simpliste la région montréalaise et les régions périphériques. Je fais référence enfin à l'article de Mario Paquet qui analyse des groupes d'entraide dans les milieux ruraux en s'appuyant sur des recherches fouillées et originales sur la question. Mais nous sommes loin d'être parfaits ! Dans notre dossier sur les relations interethniques, par exemple, il manque peut être une pièce complémentaire qui aurait pu être intéressante concernant la délicate question de l'intégration des immigrants et des immigrantes dans les régions éloignées de Montréal !

En examinant les pages II et III du présent numéro, nos lecteurs et lectrices pourront constater que deux nouvelles institutions universitaires régionales s'associent maintenant à l'équipe et à la vie de NPS. Il s'agit de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) et de l'Université de Sherbrooke. L'ajout également de ces deux universités régionales signifie l'ajout de ressources humaines et matérielles du Bas-du-fleuve et de l'Estrie, à celles des autres régions qui collaborent déjà. De cette façon, nous augmenterons, j'en suis persuadé, le bassin de nos collaborateurs, de nos abonnés et de nos lecteurs. Les personnes qui siègent au Comité de rédaction amènent non seulement leurs idées et leurs expériences, mais aussi celles d'autres collègues et intervenants enracinés dans de nouveaux lieux d'action, de formation et de recherches hautement pertinents pour NPS et ses projets.

UNE OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL

Le fait de mettre l'accent sur les apports de diverses régions du Québec n'est pas incompatible avec le souci de s'ouvrir sur l'extérieur du Québec. Au con-

traire. Avec le présent numéro, nous annonçons en page III la mise en route d'un nouveau mécanisme, un Comité de rédaction international, qui nous apportera de l'oxygène nécessaire pour améliorer notre produit à plusieurs égards. Le renouvellement des pratiques sociales au Québec a besoin d'être alimenté, pour la réflexion théorique autant que stratégique, à partir d'échanges avec des collaborateurs et collaboratrices d'autres pays. Dans le présent numéro, il est notable à cet égard de retrouver, à l'intérieur du dossier sur les relations interethniques, l'article de Harry Goulbourne d'Angleterre qui traite des défis de l'intégration des communautés ethniques caraïbe et asiatique en Grande-Bretagne. Il est hautement significatif aussi que l'entrevue soit consacrée à Harry Boyte, un organisateur communautaire américain qui nous entretient de sa trajectoire aux États-Unis depuis les années 60. Il est fort utile aussi que deux des comptes rendus complètent l'entrevue en s'arrêtant sur un ouvrage de Boyte et sur un livre consacré à la contribution d'Alinsky à l'organisation communautaire.

Travailler à une revue comme la nôtre, à ce moment-ci de l'histoire sociale et politique du Québec, c'est quelque chose d'exigeant et d'exaltant. C'est faire un travail qui mise sur l'établissement de passerelles entre l'univers des pratiques sociales et celui de la recherche sociale comme moyen privilégié pour féconder le renouvellement des pratiques sociales. À cet égard, le Comité de rédaction de la revue constitue une instance riche et dynamique. Il ne s'agit pas d'un comité de rédaction « bidon ». Composé présentement de 23 personnes issues de divers champs de pratiques, organismes sociaux, universités et régions du Québec, ce Comité de rédaction se réunit trois fois par année et exerce une influence réelle sur les orientations et sur la production de la revue. Tout en confiant des tâches au Comité exécutif qui fait avancer les dossiers entre ses propres réunions, le Comité de rédaction choisit les thèmes et les responsables de dossiers pour les années à venir (voir les deux pages concernant les dossiers à la fin de la revue), déblaye les grands axes de ces dossiers en présence des responsables, propose des collaborateurs et des thèmes d'articles pour les dossiers et les autres rubriques, partage des tâches et des suggestions dans le plan de promotion de la revue et, à l'occasion, approfondit et nuance l'orientation de la revue à partir de séminaires de recherche consacrés à une dimension ou l'autre.

Donc, en cette cinquième année, il est fort encourageant de prendre la mesure d'un certain nombre de réalisations et d'acquis, sans pour autant céder à la tentation de s'asseoir dessus. Chaque fois qu'un numéro sort, nous ressentons un mélange de soulagement et d'inquiétude. Soulagement, parce que chaque nouveau produit s'apparente à une conquête, source de fierté. Inquiétude, parce que chaque fois qu'un numéro sort, nous renouons avec l'angoisse d'avoir à recommencer. Recommencer à solliciter des abonnes-

ments et des réabonnements, parce que le jour de la sortie de chaque numéro, il y a des abonnements – tantôt 100, tantôt 250 – qui viennent à échéance, ce qui signifie que le nombre d’abonnements baisse d’autant. Recommencer aussi à planifier des numéros, à déblayer des thèmes, à solliciter des articles, à faire évaluer les textes, etc.

QUELQUES DÉFIS POUR LES PROCHAINS NUMÉROS

Parmi les défis à relever au cours des prochains mois et des prochaines années, nous entrevoyons les suivants. Nous voulons entre autres recourir à des stratégies plus offensives pour solliciter un plus grand nombre de contributions, à chaud ou à froid, de nos lecteurs et lectrices qui, bien souvent, suivent la revue avec intérêt, mais hésitent à nous proposer ou à nous transmettre spontanément des textes, des suggestions et des critiques. Nous voulons organiser certaines activités publiques ou semi-publiques d’échanges (genre séminaire élargi ou colloque) pour approfondir un thème ou l’autre avec certaines composantes de notre lectorat, avec l’apport de certains de nos collaborateurs et certaines de nos collaboratrices. Nous escomptons redoubler d’énergie pour livrer de façon encore plus satisfaisante et rigoureuse la marchandise en référence à la thématique du renouvellement des pratiques sociales qui sert de créneau, voire de fil conducteur, à NPS. Je compte revenir sur cette question dans l’éditorial d’un prochain numéro de la revue.